

## **L'indignation de l'OLPA suite à l'intervention à Rome du Président de la République.**

Pour nous, le représentant au plus haut niveau de l'État se doit :

- Du devoir de réserve en n'exprimant pas des convictions spirituelles qui lui sont propres.
- De ne pas ériger «sa conviction profonde» en voix officielle de la France; un Président n'a pas à confondre ses croyances personnelles et ses fonctions officielles.
- De représenter l'intégralité du peuple de France et non telle ou telle option spirituelle.
- De ne pas opposer telle ou telle composante de la vie : l'instituteur au curé dans «l'apprentissage entre le bien et le mal...»

Il est pour nous inacceptable de la part du chef de l'État :

- D'alimenter une confusion entre spiritualité et religion.
- De faire l'éloge de la religion catholique en omettant les terribles réalités historiques lorsque l'Église disposait du pouvoir temporel.
- D'opposer une religion, fût-elle chrétienne, à d'autres qu'elle a persécutées.
- D'interpréter l'Histoire qui est celle de la France au fil des siècles en mettant en exergue telle victime plutôt que telle autre.
- D'exalter la « croyance » comme but d'espérance en la vie.
- De créer une hiérarchisation des options spirituelles.

Il nous paraît scandaleux :

- De présenter la religion dans le « désert spirituel des banlieues » comme la solution à ce que sont les désaffections de l'État de ses fonctions naturelles, une politique sociale catastrophique, le démantèlement des services publics, les injustices sociales...
- De mettre sur le même plan communisme et nazisme. Dissocier la religion des crimes historiques est injuste. Jésus est-il responsable de Torquemada, de la Saint Barthélemy, des crimes perpétrés contre un peuple déclaré déicide... ?  
Pourquoi Marx le serait-il d'un dictateur comme Staline ?

Enfin, de tels propos mettent en cause le fondement de la République en constituant une menace sur son indivisibilité. Ils conduisent en effet à :

- Ouvrir la France au communautarisme.
- Remettre à des communautés l'organisation de la Pax Republica : Appels aux «grands frères» pour rétablir l'ordre ! Alors que c'est l'État, au contraire, qu'il faudrait crédibiliser.
- Opposer entre elles des communautés ainsi créées de toutes pièces.

18 janvier 2008